

[Royaume-Uni : recours en justice contre l'envoi de migrants au Rwanda](#)

<https://www.lefigaro.fr/>

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 15:43

Dans le cadre d'une loi très controversée entrée en vigueur en avril, le Royaume-Uni prévoit d'envoyer au Rwanda, à plus de 6000 kilomètres de Londres, des demandeurs d'asile arrivés illégalement sur le sol britannique. Le premier avion transportant des migrants vers ce pays d'Afrique de l'Est doit décoller le 14 juin. Le PCS, principal syndicat des fonctionnaires britanniques, et les organisations Care4Calais et Detention Action ont saisi la Haute Cour pour tenter d'empêcher la mise en place cette politique.

«Dans sa volonté de punir ceux cherchant l'asile en les mettant de force dans un avion vers le Rwanda, (la ministre de l'Intérieur) Priti Patel a outrepassé son autorité», a estimé le directeur adjoint de Detention Action, James Wilson. «En s'empressant de mettre en place ce que nous qualifions comme une politique illégale, elle ignore les dangers très clairs et les violations de droits humains qui pèseraient sur les demandeurs d'asile» au Rwanda, a-t-il ajouté. «Beaucoup arrivent au Royaume-Uni en pensant qu'il s'agit d'un bel endroit qui les traitera de manière plus juste que les lieux d'où ils se sont échappés», a renchéri la fondatrice de Care4Calais, Clare Moseley. «Nous qualifions le projet avec le Rwanda d'illégal. Nous espérons que les tribunaux seront d'accord avec nous.»

Selon des avocats, plus de 90 migrants concernés ont par ailleurs déjà lancé des recours judiciaires pour rester au Royaume-Uni. Visant à dissuader les traversées clandestines de la Manche en pleine augmentation, le projet britannique suscite toujours de vives critiques des groupes de défense des droits humains, de personnalités de l'opposition dans les deux pays et même des Nations unies. Plus de 10.000 personnes ont traversé la Manche à bord d'embarcations de fortune depuis le début de l'année, selon des données du gouvernement compilées par l'agence PA. Au total l'année dernière, 28.500 personnes ont effectué ces périlleuses traversées, contre 8.466 en 2020, selon le ministère de l'Intérieur. Et ce alors que le Premier ministre Boris Johnson avait promis de contrôler l'immigration, un des sujets clés dans la campagne du Brexit.